

LA RESOLUTION BELGE qui ne passe vraiment pas

 Aubin Minaku, président de l'Assemblée nationale, en colère face à ses confrères

► Le 21 juillet, sur *dhnet*, nous vous expliquions que la résolution votée par le Parlement belge soutenant le déroulement

de l'élection présidentielle dans le strict respect de la Constitution en République démocratique du Congo, ne passait vraiment dans les rangs de la majorité.

Lambert Mende, ministre des Communications et porte-parole du gouvernement visiblement en vacances, la réponse officielle a mis un peu plus de temps – et plus de forme – pour sortir.

C'est finalement le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, autre grand fidèle du président Kabila, qui a réagi par un communiqué officiel qui allait dans le

sens des témoignages – anonymes – que nous avons récoltés jeudi dernier dans les rangs d'une majorité qui sort de plus en plus ses griffes lorsqu'elle entend les mots "respect de la Constitution" et qui parlait "d'un texte et d'une attitude néocolonialistes".

Mercredi soir, donc, les parlementaires belges adoptaient cette résolution dans laquelle ils

appellent leurs collègues à tout faire pour respecter le calendrier électoral édicté par la Constitution, tout en saluant les progrès réalisés sous les deux mandats du président Kabila.

Les élus belges demandent aussi que l'aide bilatérale de la Belgique en RDC soit réexaminée à la lueur du respect par le pouvoir congolais de ses engagements constitutionnels.

VENDREDI, LEUR confrère Aubin Minaku a accusé réception par un communiqué dans lequel il n'évoque jamais la demande de respect de la Constitution, ne parlant que de la demande de dialogue inclusif. Il y oppose la résolution 2625 de l'Onu "touchant la coopération amicale et les relations entre les États [...] Et le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un État".

Bref, la Belgique est accusée d'ingérence, voire de néocolonialisme. Le terme n'est jamais utilisé dans le texte qui n'est qu'une "première réponse en attendant la réouverture de la session parlementaire en RDC". Bref, solide coup de tension entre Kinshasa et Bruxelles.

H. Le